

# Lutte de classe

## Quelques réflexions politiques sur la situation. (07.02)

### **1- Hypothèse. Sarkozy aurait mis la charrue avant les boeufs.**

En convoquant un « *sommet* » antisocial sur les retraites le 15 février avec ses partenaires des syndicats, trois semaines avant les élections régionales, il aurait commis l'erreur de trop pour l'UMP. Avait-il vraiment le choix ? Est-ce vraiment le cas ?

En même temps, il sait qu'en cas de victoire (annoncée par les instituts de sondage) des listes étiquetées à gauche, il pourra compter au pire sur leur neutralité, au mieux sur leur soutien pour appliquer sa contre-réforme territoriale. A contrecœur, à défaut de soutien suffisant parmi la population, il est bien obligé de faire avec le vote des électeurs pour lesquels son parti incarne la régression sociale, la réaction. Si Sarkozy est de plus en plus isolé de la population, il peut encore compter sur la majorité de son parti pour le soutenir, jusqu'à quand, seule le développement de la crise et de la lutte des classes pourra apporter une réponse à cette question.

Nous pouvons constater que le consensus Etat-région (UMP-PS) a bien fonctionné depuis 2004, alors pourquoi en serait-il autrement demain ? N'a-t-il pas non plus aidé le gouvernement et le patronat à passer les deux dernières années de crise du capitalisme ? En période de crise économique et sociale, disposer de tous les pouvoirs n'est pas forcément un avantage, on devient une cible un peut trop facilement identifiable, dans le cas présent, si Sarkozy devient la cible de toutes les critiques, il sait pouvoir compter sur l'unité nationale rampante UMP-PS pour continuer à appliquer son programme antisocial, sans oublier le soutien que lui apporte les appareils des syndicats. En cas de besoin, l'union nationale sera remplacée par un front populaire, les deux derniers remparts du régime face à la révolution.

Sarkozy et les membres du gouvernement ont beau dire et répéter qu'ils ne toucheront pas au système de retraite par répartition, avant ces élections, il n'a pas vraiment le choix, tant le remettre en cause est impopulaire. Mais après ? Chère que qui est plus royaliste que le locataire du Palais a donné le ton de la campagne qui pourrait s'amplifier dès le lendemain des régionales, tous les partis et syndicats réclamant une "réforme en profondeur" pour sauver non pas le système par répartition, mais pour garantir les retraites des générations futures disent-ils hypocritement. S'en tenir uniquement aux dernières déclarations de Fillon ou Darcos qui expliquent la main sur le cœur que le gouvernement ne remettra pas en cause le système par répartition, serait dangereux et irresponsables. Sur cet aspect précis de la question des retraites, c'est peut-être Roland Cayrol, directeur de recherche associé au Centre de recherches politiques de Sciences Po, dans un interview au Figaro Magazine du 6 février qui exprime le mieux l'état d'esprit qui prédomine au sommet du pouvoir quand il dit à propos de Sarkozy : "le pilote sait-il où il va ? A-t-il un cap ?" ou encore : "on ne change en profondeur la société qu'avec son consentement nettement majoritaire. Et non lorsqu'on est en permanence en butte à l'hostilité, ou simplement aux doutes, de deux tiers des Français". Maintenant, il faut tenir compte de l'ensemble de la situation : sachant le capitalisme français à l'aboie dans un contexte de crise économique mondiale et Sarkozy prêt à passer en force sans tenir compte de "l'attente de l'opinion" comme le rappelle Roland Cayrol, toutes les options demeurent envisageables. De notre côté, nous ne devons nous positionner que par rapport aux intérêts collectifs de la classe ouvrière et avancer dans cette voie.

Il y a loin de la coupe aux lèvres, si l'ensemble des travailleurs n'est pas logé à la même enseigne en matière de retraite, aucun n'envisage sérieusement ou de gaieté de cœur de travailler plus longtemps, alors que dans tous les cas de figure le gouvernement a déjà décidé de reporter l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans.

L'unité de la classe ouvrière peut se réaliser sur cette base claire, à la fois sur le refus de travailler plus longtemps et d'une réduction du niveau des retraites. Pourquoi faut-il lier cette question à celle des salaires ou du niveau de vie ? Parce que dans l'hypothèse où ils devraient reculer sur le front des retraites, ils nous le feraient payer d'une manière ou d'une autre, j'aborde cet aspect plus loin.

Certes sur cette base-là l'unité est loin de donner satisfaction à tous les travailleurs, car on souhaiterait que les éléments pris en compte pour le calcul des retraites soient calqués sur ceux des régimes spéciaux de certaines catégories de travailleurs qui sont plus avantageux que le régime général, durée et période de cotisation, âge du départ à la retraite, etc. Au lieu du moins social, nous proposons d'aligner l'ensemble des retraites des travailleurs sur le plus social.

On ne comprend pas pourquoi l'aspiration des travailleurs à prendre leur retraite plus tôt ne devrait pas être pris en compte, nous ne sommes pas comptables de la crise du capitalisme et si le système économique en place depuis plus de deux siècles n'est plus compatible avec le progrès social, il doit tout simplement disparaître et céder la place à un système économique basé sur la solidarité entre les producteurs qui organiseront la production et la répartition des richesses en fonction des besoins de la population et non plus pour enrichir une poignée de capitalistes, des banquiers. Un système économique qui assurera la solidarité pleine et entière entre les générations et relèvera la pauvreté dont souffrent notamment des millions de vieux travailleurs au musée de l'histoire.

Sur le plan politique, la question des retraites pose directement celle de la nature sociale de l'Etat, de la classe sociale capable de répondre positivement aux besoins de la population, en dehors de la classe des capitalistes dont le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner représente les intérêts, il n'existe que la classe ouvrière pour assumer pleinement cette fonction, elle constitue la majorité de la population, c'est donc à elle qu'il revient de prendre le pouvoir, de gouverner le pays, de chasser la classe des capitalistes au pouvoir, de se doter de ses propres organismes politiques, de faire valoir son statut de classe dominante, d'exercer tout le pouvoir comme l'a fait jusqu'à présent la classe des capitalistes depuis 1789. La situation sociale catastrophique que nous connaissons aujourd'hui et qui va encore empirer est le produit de leur conception de la démocratie, elle répond aux besoins de la minorité d'exploiteurs et de spéculateurs, mais elle est contraire aux intérêts de l'immense majorité du peuple.

Notre salut ne peut venir de Sarkozy et son gouvernement, des institutions antidémocratiques et bonapartistes de la Ve République, des partis institutionnels qui ont gouverné alternativement ou ensemble le pays depuis la fin de la seconde guerre mondiale pour le compte de la classe des capitalistes, il ne peut pas venir non plus des dirigeants des syndicats qui par leurs multiples trahisons ont largement démontré au fil du temps dans quel camp ils se situaient, non, notre salut repose uniquement sur l'organisation et la mobilisation des travailleurs eux-mêmes avec les partis et les militants qui combattent pour mettre fin au capitalisme et aux institutions de la Ve République.

---

## **2- Pourquoi devrions-nous encore payer pour les banquiers ? Insupportable !**

Sarkozy a annoncé qu'il faudrait trouver 100 milliards d'ici à 2013. Et pour cela, il compte bien nous les faire payer d'une façon ou d'une autre. On a bien compris le message. Par ailleurs comme l'écrit *Informations ouvrières* :

*« Les entreprises ont bénéficié, de 1992 à 2008, d'un total de 256,3 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales (30,7milliards pour la seule année 2008).*

*Ces chiffres énormes sont à comparer au« déficit » de la Caisse nationale d'assurance vieillesse prévu pour cette année :*

*10 milliards d'euros. Ne serait-il pas juste que ces exonérations gigantesques soient restituées pour financer les retraites, les hôpitaux et tous les soins de santé, plutôt que les profits des actionnaires et les rémunérations mirobolantes des P-DG de Total, de Renault, de Veolia ou de la Société générale ? »*

A une dizaine de milliards d'euros près ces 256,3 milliards d'euros ont été versés par l'Etat aux différents organismes sociaux, étrange que cette précision ne figure pas dans cet article, passons, les adhérents du POI savent pertinemment pourquoi, l'essentiel est ailleurs.

Ainsi l'Etat entend s'attaquer encore une fois à la Sécu, à notre droit à la santé, à nos retraites, après avoir fait cadeau de plus de 250 milliards d'euros aux patrons, à ces 250 milliards d'euros il y a lieu d'ajouter ceux

qu'ils ont reçus du gouvernement dans le cadre du « *plan de relance* » de 460 milliards de dollars, et dont nous ne connaissons pas précisément le montant qu'ils ne rembourseront jamais.

Dans un article de l'agence Reuters du 1er février on pouvait lire : « *L'administration Obama a revu à la baisse son estimation des pertes liées au soutien au secteur financier pour la ramener à 117 milliards de dollars (84 milliards d'euros) contre 141 milliards il y a deux mois, montre le projet de budget pour l'exercice 2011* », ce qui confirme ce qui figurait dans son projet de budget : « *en fait, le coût final de ces politiques devrait être nettement inférieur aux prévisions antérieures* », pour qui, pour le contribuable évidemment qui paiera la note pour que survive le système capitaliste. Passons sur le fait que les banquiers ont spéculé avec l'argent que l'Etat leur a versé généreusement et que le cadeau qu'ils ont reçu est par conséquent nettement supérieur aux chiffres annoncés.

En France et dans tous les pays à des degrés divers, c'est la même situation qui prévaut : le même chantage, le même appel à sauver le capitalisme qui conduit l'humanité au chaos, à la guerre et à la barbarie.

Pourquoi devrait-on payer encore et encore, accepter des sacrifices supplémentaires ? Pour sauver un système en faillite, un système qui est synonyme de régressions sociales, de destructions massives à l'échelle de notre planète, de guerres et de misères sans fin sur tous les continents ? Pourquoi devrions-nous l'accepter une minute de plus sans réagir ?

N'est-il pas indispensable d'en finir avec ce régime fondé sur une injustice et une inégalité qu'absolument rien ne peut justifier, le pouvoir de l'argent (les banquiers) et de la propriété privée des moyens de production concentré entre quelques mains (les capitalistes), n'est-il pas indispensable que la majorité de la population prenne enfin son sort entre ses mains, que les travailleurs renversent les institutions en place et s'emparent du pouvoir politique, puisqu'il n'existe pas d'autres moyens pour organiser la production et gérer la société de telle sorte que nous puissions satisfaire les besoins et aspirations des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes et leurs familles qui sont les seuls véritables créateurs de richesses ?

Le système capitaliste n'a aucune légitimité, Sarkozy et son gouvernement Fillon-Kouchner qui sont au service du capitalisme et qui sont minoritaires dans le pays, n'ont aucune légitimité. Illégitimes, ils ont décidé de nous faire travailler plus longtemps, toujours plus longtemps, jusqu'à ce que mort s'en suive, ainsi nous aurons travaillé et cotisé pour une retraite dont nous ne profiterons même pas ou si peu, on ne peut imaginer un système plus cynique, plus inhumain.

Il faut inverser l'ordre des choses, partir plus tôt à la retraite pour que les jeunes aient du travail et éradiquer le chômage, à 50 ans maximum, il y a un temps pour la jeunesse, la découverte du monde et les études, un temps pour le travail, et enfin un temps pour profiter librement de la vie, ce qui ne signifie pas forcément sombrer dans l'oisiveté ou devenir inutile à la société, et si ces trois époques de la vie doivent être équilibrées, cela sous-entend qu'on soit en pleine possession de ses moyens pour en profiter pleinement au moment de la retraite, ce qui est impossible à l'heure actuelle, car on part à la retraite beaucoup trop tard, quand on prend sa retraite on est déjà tellement diminué physiquement qu'on ne profite pas longtemps de cette période de liberté relative.

Nous osons revendiquer le droit au bien-être à chaque étape de notre vie, pour chaque travailleur et sa famille, nous osons remettre en cause le modèle de société qu'on nous propose et qui repose sur le profit, l'argent, car il nous rend la vie littéralement infernale. Ce n'est pas la position de l'ensemble des dirigeants syndicaux qui sont au côté des capitalistes et de Sarkozy

Oui nous n'avons jamais cessé d'aspirer au bonheur, à une vie meilleure, à un monde plus juste débarrassé des inégalités et des injustices, de l'exploitation et de l'oppression, et si le capitalisme et ses institutions sont incompatibles avec nos aspirations et nos besoins fondamentaux, alors il faut s'organiser et se préparer à les liquider, par la force si nécessaire.

Combattre pour le socialisme, pour une République sociale ou se soumettre au diktat de la Bourse et des banquiers dont Sarkozy et son gouvernement incarnent les intérêts, telle est la seule alternative que nous laisse la société actuelle.

### 3- N'existe-t-il pas un consensus permanent contre la classe ouvrière ?

D. Gluckstein écrivait dans son éditorial : « *La démocratie, c'est l'inverse du consensus : c'est le droit reconnu à l'ouvrier de défendre ses propres intérêts en s'organisant en toute indépendance, politique et syndicale* », certes, mais on ne voit pas en quoi cette définition de la démocratie en générale pourrait nous servir, elle tendrait davantage à nous embrouiller qu'autres choses, d'ailleurs, personne à notre connaissance n'interdit à quiconque dans ce pays de s'organiser « *en toute indépendance* » dans un parti politique ou une organisation syndicale de son choix, ce droit est reconnu par la constitution aux dernières nouvelles, il raconte franchement n'importe quoi. Poursuivons pour essayer de comprendre où il voulait en venir.

« *La démocratie, c'est la reconnaissance de la lutte de classe* ». Nous voilà bien avancés ! Il pose ses jalons pour nous entraîner là où il a décidé de nous amener.

Je résume la suite en substance : Fillon s'inquiète, car, bien que le PS, le PCF et le PG soient complices du gouvernement pour faire passer sa contre-réforme sur les retraites (notamment), d'un autre côté les électeurs de ces partis ne l'entendent pas forcément de cette oreille, du coup (Fillon) « *Il comprend que le consensus n'est pas fait* ». Ouf camarades, la démocratie est sauvée ! Fausse piste ! Le PS, PCF et PG vont remplir un rôle de bouc émissaire, on y reviendra, vous comprendrez mieux pourquoi plus loin. Bon, c'est plutôt tordu, je n'y peux rien, suivez le guide !

Question, la démocratie ou le consensus, était-ce vraiment l'objet de cet éditorial ou était-ce au contraire un moyen de nous détourner de l'essentiel qui était ailleurs, par exemple pour préparer le terrain ou forcer le lecteur à arriver à la même conclusion que Gluckstein, autrement dit à dédouaner d'avance l'immense responsabilité des appareils des syndicats dans cette affaire ?

Il parle de Fillon : « *Certes, le piège est tendu dans lequel il voudrait voir tomber les organisations syndicales pour organiser avec le gouvernement la contre-réforme des retraites* ». Nous y voilà : le fameux « piège » ! la tarte à la crème renversée qui a eu le temps de tourner mille fois depuis le temps que Gluckstein et les siens nous la ressortent, les malheureux dirigeants syndicaux qui sont des écerclés pourraient tomber malgré eux le 15 février dans un piège tendu par le gouvernement, on en est bouleversé d'avance, si, si, indiquez-nous où est-ce qu'il faut cotiser pour les aider à se délivrer de cet horrible piège ?

Reprenons depuis le début la construction de Gluckstein :

1- « *La démocratie, c'est l'inverse du consensus* » ;

2- « *La démocratie, c'est la reconnaissance de la lutte de classe* » ;

3- Fillon « *comprend que le consensus n'est pas fait* » ;

4- « *le piège est tendu dans lequel il voudrait voir tomber les organisations syndicales* » ;

La fin est plus savoureuse encore car il n'en croit pas un mot :

5- « *Mais ce scénario est loin d'être réalisé. La classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot.* »

Avoir confiance dans la classe ouvrière ne signifie pas entretenir une foi béate dans sa capacité à réagir à toutes les situations comme l'histoire passée de la lutte de classe nous l'enseigne.

Je suis peut-être loin du terrain, mais je me demande comment la classe ouvrière pourrait empêcher ce consensus d'avoir lieu dans l'état actuel du mouvement ouvrier, profondément divisé, déchiré et dans tous les cas de figure, incapable de proposer la moindre issue politique au prolétariat à la crise du capitalisme, sans la moindre perspective politique à l'horizon, je n'ose même pas dire pour en finir avec le régime. Il faut aller plus loin, il existe un consensus permanent entre les classes dominantes et les représentants du PS et ses alliés ou satellites, contre la classe ouvrière, réalité que refuse de mettre en avant Gluckstein, car alors il ne pourrait pas entonner le chant du front unique, le chant du cygne qui coïncide avec l'enterrement du mouvement ouvrier.

Si « *La démocratie, c'est l'inverse du consensus* », force est de constater que la démocratie a été enterrée au lendemain de la seconde guerre mondiale quand tous les partis se sont réunis sous l'égide du conseil

national de la résistance pour reconstruire l'Etat bourgeois français mis à mal par quatre ans de guerre impérialiste, après tout c'est peut-être un aveu dans la bouche de Gluckstein et ses amis bureaucrates de FO pour qui la IVe République signifia la belle époque... pas pour tout le monde, les vieux ouvriers encore en vie le savent très bien.

Si « *La démocratie, c'est la reconnaissance de la lutte de classe* », cela signifie que les capitalistes qui ont précédé l'écriture du *Manifeste du parti communiste* par Marx et Engels étaient déjà des démocrates puisqu'ils avaient déjà reconnue la lutte de classe par la voix de leurs économistes, les rédacteurs du *Manifeste* ont écrit qu'ils s'en étaient inspirés et y ont fait largement référence dans leurs écrits. Autant dire, que c'est parlé pour ne rien dire plus d'un siècle et demi plus tard.

Si Fillon « *comprend que le consensus n'est pas fait* », il peut passer outre, je ne sais pas quel ministre (Darcos ?) a déjà dit qu'ils s'en passeront et qu'ils légiféreront si nécessaire. Que les dirigeants syndicaux soient au côté du gouvernement ou au côté de la classe ouvrière pour la trahir, cela ne change pas grand chose à l'arrivée. Gluckstein n'est pas de cet avis, car pour lui l'amélioration de la condition ouvrière est une fin en soi, il s'en contente comme tous les réformistes, son objectif n'est pas l'émancipation du salariat, du capital, ni de construire un parti dans cette perspective.

Il faut considérer la classe dans sa totalité, j'irais même jusqu'à dire, pas seulement à l'échelon national, mais à l'échelle mondiale, ce qu'ils ne pourront pas extorquer d'un côté, ils l'obtiendront d'un autre côté. On se soucie du prix de l'habitat, des logements, on se soucie des mal-logés, mais on se soucie guère de l'exploitation des ouvriers du bâtiment qui sont souvent mal logés et s'usent littéralement au boulot, qui se consomment rapidement.

« *Mais ce scénario est loin d'être réalisé. La classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot.* », on voudrait le croire, mais cela ne suffit pas à faire une victoire capable de constituer un pas en avant vers notre émancipation. Si nous parvenions à conserver les conditions actuelles de retraite, nous réussirions uniquement à maintenir en place un régime de retraite injuste et compatible avec la survie du capitalisme, cela ne changerait rien à notre existence jusqu'à 60 ou 65 ans. Comment peut-on affirmer qu'il serait compatible avec la survie du capitalisme ? Parce que ce qu'ils ne pourront pas nous prendre en ne pouvant pas nous faire travailler plus longtemps, ils l'obtiendront autrement, en surexploitant la jeunesse par exemple à coup de contrats précaires, des stages qui leur procurent une main d'oeuvre quasi gratuite, en développant le service civique, le bénévolat en finançant à bon compte des associations, par le biais du RSA ou d'autres traitements du chômage qui réduisent des millions de travailleurs qui hier encore avaient un emploi à plein temps et à durée indéterminée à accepter des conditions de travail et de rémunération misérables. Le 6 février, Copé (UMP) a avancé d'autres pistes déjà mise en oeuvre dans d'autres pays, par exemple augmenter le taux de la TVA ou encore, augmenter la durée du travail sans augmentation de salaire. Ils ne sont jamais à court d'imagination quand c'est pour défendre leur système économique à l'agonie.

Certes ce serait mieux d'avoir une retraite que rien du tout, mais je ne pense pas que ce soit la meilleure manière de poser la question qui nous occupe ici : si la retraite est un droit, cela signifie qu'on a des droits, des besoins, des aspirations, et qu'il est légitime de les opposer à ceux de la classe qui détient le pouvoir et décide de notre sort quotidiennement à notre place. Elle revendique la légitimité de ses lois et mesures réactionnaires, alors pourquoi ne revendiquerions-nous pas nos lois et nos mesures révolutionnaires ? Elle s'octroie tous les droits en réalité, c'est la raison pour laquelle on parle de dictature de la bourgeoisie sur les autres classes de la société. Cela justifie son contraire, la dictature du prolétariat qui signifie simplement que le prolétariat dispose de tout le pouvoir sans partage avec la classe des capitalistes qu'il a vaincu par une révolution et qu'il réprime à son tour si nécessaire.

Il faut commencer par nier la dictature de la bourgeoisie en passant à la dictature du prolétariat, pour ensuite la nier à son tour en la débarrassant de toute restriction, jusqu'à atteindre le royaume de la liberté. Il ne s'agit pas de saper les fondements de la civilisation humaine avec le socialisme, mais de commencer à faire en sorte que l'activité humaine soit conforme avec sa nature profonde, son aspiration au bonheur et à la paix, au développement et à l'harmonie, à l'humanisme englobant l'humanité entière, ce qui implique un profond respect de l'autre et de son environnement...

La démocratie c'est la lutte de classe, cette définition de la démocratie qui est fournie ici n'est qu'un aspect tronqué de la démocratie qui s'inscrit dans un rapport précis entre les classes, d'une part c'est un leurre de faire croire aux travailleurs que sous couvert de la démocratie ils détiendraient un semblant de pouvoir, en réalité ils n'en possèdent même pas une once, d'autre part et par conséquent, pour que la véritable

démocratie puisse exister et correspondre aux aspirations de la majorité de la population, il faut justement briser la démocratie actuelle qui est une démocratie réalisée sur mesure par et pour les classes dominante.